



Conseil de sécurité

Syrie – Briefing et consultations sur les développements politiques

New York, le 29 juin 2023
Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

Permettez-moi d'ajouter quelques points à titre national sur la situation politique en Syrie.

Je remercie Madame Najat Rochdi, Envoyée spéciale adjointe pour la Syrie de sa présentation des récents échanges de l'Envoyé spécial avec les acteurs régionaux et internationaux, y compris les membres de la plateforme d'Astana la semaine passée.

La Suisse partage la conviction que seule une solution politique, selon les paramètres définis par la résolution 2254 pourra mettre fin au conflit en Syrie.

En ce sens, nous nous félicitons du soutien exprimé pour la mise en œuvre de cette résolution aussi bien dans la déclaration finale de la réunion d'Astana du 21 juin que dans les communiqués publiés par les acteurs régionaux, y compris dans le cadre de la Ligue arabe. Nous nous joignons aussi aux appels formulés par ces mêmes acteurs, et, de manière récurrente, par les membres de ce Conseil, en faveur d'une relance des travaux du Comité Constitutionnel. La Suisse reste prête à mettre à disposition Genève, siège principal de l'ONU en Europe, pour accueillir les réunions du Comité.

Parmi ces initiatives, la Suisse soutient la Plateforme de soutien à la société civile au sein du bureau de l'Envoyé spécial à Genève. Cette plateforme rassemble la société civile Syrienne, contribue à guider les efforts de l'ONU, et à promouvoir le dialogue intra-syrien et la confiance entre les parties.

Madame la Présidente,

Ces efforts de paix et de dialogue ne pourront porter de fruits sans un engagement de toutes les parties à la mise en place et au respect d'un cessez-le-feu au niveau national. Les hostilités, comme la dernière escalade à Idlib, continuent d'affecter la population civile, y compris les enfants. J'aimerais exprimer nos sincères condoléances aux familles des victimes de ces récentes violences. Nous saluons la tenue, il y a deux jours à Genève, d'une réunion de la *task force* mandatée par la résolution 2254 pour vérifier la mise en œuvre du cessez-le-feu - urgent, comme nous venons de l'entendre.

Dans ce contexte, nous appelons toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire, en particulier les mesures visant à protéger la population civile. Le respect des droits humains est également élémentaire pour protéger la dignité, la vie et la liberté de chaque individu. La Suisse tient à réitérer son plein soutien à la Commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme et au Mécanisme international, impartial et indépendant, dont le travail est fondamental pour lutter contre l'impunité.

En Syrie comme ailleurs, il ne peut y avoir de paix durable sans justice.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Madam President,

Allow me to add a few points in my national capacity on the political situation in Syria.

I would like to thank Ms Najat Rochdi, Deputy Special Envoy for Syria, for her presentation of the recent discussions of the Special Envoy with regional and international players, including the members of the Astana platform last week. Switzerland shares the conviction that only a political solution, within the parameters defined by Resolution 2254, can put an end to the conflict in Syria.

We therefore welcome the support expressed for the implementation of this resolution, both in the final declaration of the Astana meeting on 21 June as well as in recent statements by regional actors, including in the framework of the Arab League. We also join in the calls made by these same players, and repeatedly by the members of this Council, for the work of the Constitutional Committee to be relaunched. Switzerland remains ready to make Geneva, the UN's main headquarters in Europe, available to host meetings of the Committee.

Among these initiatives, Switzerland supports the Civil Society Support Platform within the Special Envoy's office in Geneva. This platform brings together Syrian civil society and helps guide the UN's efforts to promote intra-Syrian dialogue and trust between the parties.

Madam President,

These efforts for peace and dialogue cannot bear fruit without a commitment from all parties to the establishment and observance of a nationwide ceasefire. Hostilities, such as the latest escalation in Idlib, continue to affect the civilian population, including children. I would like to express our sincere condolences to the families of the victims of this recent violence. We welcome the holding two days ago in Geneva of a meeting of the task force mandated by Resolution 2254 to verify the implementation of the ceasefire – urgent, as we have just heard.

In this context, we call on all parties to the conflict to respect international humanitarian law, in particular measures to protect the civilian population. Respect for human rights is also essential to protect the dignity, life and freedom of every individual. Switzerland would like to reiterate its full support for the Human Rights Council's Commission of Inquiry and the International,

Impartial and Independent Mechanism, whose work is fundamental to the fight against impunity.

In Syria, as elsewhere, there can be no lasting peace without justice.

Thank you.